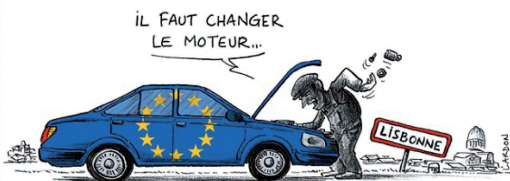


UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ AU SERVICE DES PEUPLES

C'EST POSSIBLE

En mai 2005 le peuple français a dit NON au Traité Constitutionnel Européen. Notre avis a été bafoué. Sans nous consulter la droite nous a imposé le Traité de Lisbonne en 2008 puis, en février 2012 le MES (Mécanisme Européen de Stabilité), dans les deux cas avec la complicité de la majorité des parlementaires socialistes qui s'est abstenue pour permettre à ces deux textes d'être adoptés.



AGIR POUR LA PAIX

C'EST POSSIBLE

Le budget de la défense continue d'augmenter. La production et l'exportation des armements profitent aux marchands d'armes, au détriment des peuples et de la paix. Le néo-libéralisme va de pair avec la guerre des civilisations et le militarisme. Nous demandons la reconversion des industries d'armement et le soutien du traité sur le commerce des armes en négociation à l'ONU. Il faut arrêter la modernisation coûteuse de la force de frappe et soutenir le désarmement nucléaire multilatéral dans le cadre du Traité de Non Prolifération.

Cessons la politique impérialiste de la France, retirons immédiatement les troupes françaises d'Afghanistan, menons une vraie politique de paix et de dénucléarisation au Moyen-Orient et sortons de l'OTAN.

l'humain d'abord

Contact

Rejoignez le comité de soutien, voir liste sur le Site Internet : www.frontdegauche29-7.org
Contact avec le Front de Gauche local :
Adresse email : fdgfinistere7@orange.fr

Ces traités imposent aux Etats d'emprunter aux banques privées à des taux élevés alors que ces banques se fournissent à la BCE (Banque Centrale Européenne) à taux réduit. Les banques s'enrichissent sur les dettes des Etats. Ce système organise l'austérité pour les peuples et le hold-up légal pour le monde de la finance. Il est donc indispensable de changer le rôle de la BCE et des banques nationales qui doivent être placées sous contrôle public. Il faut s'affranchir du Traité de Lisbonne, du MES. Il faut refuser toute idée de « règle d'or » qui instaurerait l'austérité et empêcherait tout changement social.

Il faut en finir avec les dogmes de l'Europe libérale :

- ▶ Replacer l'humain, la démocratie et le progrès social au cœur de la construction européenne.
- ▶ Mettre en place un Fond de développement social, écologique et solidaire européen.
- ▶ Prendre l'initiative d'un nouveau traité proposé par la France et adopté par référendum.

C'est indispensable pour nous, mais aussi pour les autres peuples d'Europe qu'ainsi nous aiderons.

LUTTER CONTRE TOUTES LES DISCRIMINATIONS

C'EST POSSIBLE

Reconnaître les différences entre les êtres humains, c'est rejeter la normalité imposée par l'idéologie dominante, divisions, hiérarchies, classifications et communautarismes.



- ▶ Adoption d'une loi pour l'égalité hommes-femmes et contre toutes les discriminations.
- ▶ Renforcement des droits du PACS.
- ▶ Droit au mariage et à l'adoption reconnu à tous les couples.
- ▶ Droit à décider de sa propre fin de vie dans la dignité.
- ▶ Loi en faveur des personnes handicapées (accessibilité, accompagnement, revenus).
- ▶ Restauration de la Haute Autorité de lutte contre toutes les discriminations (sexistes, raciales, religieuses, liées à l'orientation sexuelle, au handicap, à l'origine ou à l'âge).
- ▶ Remise en place de la fonction de Défenseur des enfants.
- ▶ Défense des droits sociaux des travailleurs étrangers.
- ▶ Reconnaissance par la loi du harcèlement sexuel.

FRONT DE GAUCHE

Place au peuple !

www.frontdegauche29-7.org

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE JUIN 2012 7^E CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

FRANÇOISE PENCALET-KERIVEL
SUPPLÉANT JEAN-YVES LEVEN



l'humain d'abord

Le 6 mai, vous avez renvoyé Sarkozy et élu un nouveau Président. Cela était indispensable, mais ne suffira pas à assurer les changements espérés, des changements pour lesquels vous avez agi tout au long de ces années. Les députés du Front de Gauche remettront en cause les choix de Sarkozy et voteront des lois assurant une véritable transformation sociale. **Dès juin, à l'Assemblée Nationale nous serons cette vraie force de gauche autonome, écologique et combative.**

LE SENS DE NOTRE CANDIDATURE

- Une gauche qui portera avec force et conviction vos revendications et vos espoirs.
- Une gauche qui luttera pour la justice sociale et le partage des richesses, en rupture avec l'Europe libérale.
- Une gauche qui défendra ses solutions contre les inégalités dues au pouvoir sans limite des financiers.
- Une gauche qui défendra et développera des services publics profondément démocratisés.
- Une gauche qui rejette les discriminations, les divisions et la haine et les combatta sans concession.
- Une gauche qui favorisera le partage et la préservation des ressources naturelles.
- Une gauche qui montrera qu'un vrai changement de société est nécessaire et possible.

Les choix politiques résultent de la volonté d'hommes et de femmes.

Nous, nous nous battons pour défendre notre idéal de justice et de partage dans l'intérêt du plus grand nombre. Vous, vous êtes le Peuple, prenez le pouvoir et votez massivement pour les candidats du Front de Gauche !
Nombreux à l'Assemblée Nationale, nous représenterons la gauche de l'espoir et du possible.

Nous ne lâcherons rien ! L'humain d'abord !

D'an 10 a viz Mezheven, votit euid deputeed deus an tu kleiz euit quir, a labourro euid mad an holl, ha n'eo ket euid an argant bras hag ar bankoù, hag a zifenna ar selujioù publik. An dud da genta

FRONT DE GAUCHE

PCF

gauche FÉDÉRATION

gauche UNITAIRE

et

gauche ÉCOLOGIE FEMINISME AUTOCROISSANCE

UNE ÉCONOMIE AU SERVICE DE L'HUMAIN D'ABORD C'EST POSSIBLE

L'Humain d'abord, c'est partager les richesses.

- ▶ Donner aux gens les moyens de vivre dignement : Smic à 1 700 €, augmentation de l'ensemble des salaires, pensions, minimas sociaux.
- ▶ Interdire les licenciements boursiers.
- ▶ Retraite à 60 ans à taux plein. Sans décote.
- ▶ Création d'un statut social pour tous les jeunes majeurs permettant leur autonomie et augmentation significative des bourses d'études.

L'Humain d'abord, c'est reprendre le pouvoir aux banques.

- ▶ En combattant les diktats des marchés financiers et des agences de notation.
- ▶ Création d'un pôle public bancaire soutenant les PME, pour l'emploi et la formation.

L'Humain d'abord, c'est se donner les moyens d'une politique sociale.

- ▶ Abolition des cadeaux fiscaux aux privilégiés.
- ▶ Contribution des entreprises en fonction de leurs objectifs d'emploi, de formation et salaire.
- ▶ Taxation des revenus financiers des entreprises.



LA PLANIFICATION ÉCOLOGIQUE C'EST POSSIBLE

- ▶ L'énergie n'est pas une marchandise : maîtrise publique, sociale et démocratique de ce secteur.
- ▶ Politique publique générale contre la diffusion des gaz à effet de serre et le recours aux énergies fossiles, notamment par une politique publique des transports (ferroviaire, cabotage).
- ▶ Renationalisation de Total, EDF-GDF, Areva.
- ▶ Planification des économies d'énergie par la rénovation et l'isolement des logements anciens.
- ▶ Développement des énergies renouvelables (éolienne, solaire, géothermie, énergie marine...).
- ▶ Organisation d'un grand débat public sur la politique énergétique, suivi d'un référendum sur le nucléaire civil.
- ▶ Entretien et sécurisation des installations nucléaires par du personnel sous statut public.
- ▶ Gestion publique de l'eau généralisée, avec mécanisme de péréquation des tarifs.



UN GRAND SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION C'EST POSSIBLE

L'école de l'égalité doit permettre à tous les enfants, quelles que soient leurs différences, d'acquiescer une culture commune ambitieuse et elle doit être un lieu d'émancipation et d'épanouissement.

- ▶ Droit à la scolarité dès 2 ans, obligatoire de 3 à 18 ans.
- ▶ Rétablissement des postes supprimés (dont les RASED), plan de recrutement et instauration d'une réelle formation des enseignants.
- ▶ Augmentation de 50% du financement par l'Etat de l'enseignement professionnel et doublement du budget public de la recherche.
- ▶ Moyens pour l'enseignement des langues régionales et issues de l'immigration, dans le cadre du service public de l'Éducation, de la maternelle à l'Université.
- ▶ Défense du cadre national des diplômés.

S'ÉPANOUIR PAR LES PRATIQUES CULTURELLES ET SPORTIVES C'EST POSSIBLE

- ▶ Refondation d'un véritable service public de l'art et de la culture avec un budget porté à 1% du PIB dans la législature.
- ▶ Soutien à la création et aux intermittents, refus de la soumission de la culture à l'argent.
- ▶ Abrogation de la loi Hadopi et création d'une plate-forme publique de téléchargement respectant les droits des créateurs.
- ▶ Loi contre les concentrations dans la presse et création d'un Conseil National des médias.
- ▶ Soutien à l'exception et à la diversité culturelle, notamment pour la défense et la pratique des langues et cultures régionales, minoritaires ou issues de l'immigration dans les territoires et les médias.
- ▶ Garantie de chacun à la pratique sportive de son choix.
- ▶ Mutualisation des moyens entre sport pour tous et sport de haut niveau.
- ▶ Actions spécifiques pour que le sport soit vecteur de paix et de solidarité internationale et non de profits.

UNE PÊCHE ARTISANALE DURABLE C'EST POSSIBLE

En privatisant la ressource et les espaces marins, la Politique Commune des Pêches favorise la concentration de l'activité entre les mains de quelques armateurs. La marchandisation accroît les inégalités et la concurrence entre les Etats et entre les pêcheurs. Il risque de ne plus y avoir de pêcheurs avant qu'il n'y ait plus de poissons dans les océans !

1. Remettre les hommes au centre de l'activité

- ▶ Assurer la sécurité par un nombre suffisant de marins embarqués.
- ▶ Développer la formation jusqu'aux BTS.
- ▶ Développer des projets de cogestion sans concurrence entre les différents types de pêche. Associer les pêcheurs aux recherches et décisions concernant la ressource.
- ▶ Ouvrir un débat sur un salaire minimum garanti.

2. Préserver la ressource

- ▶ Favoriser le repos biologique, protéger des zones de pêches, utiliser des engins de pêches plus sélectifs et moins consommateurs d'énergie.
- ▶ Lutter contre le gaspillage, les pêches minières et spéculatives.
- ▶ Refuser le zéro rejet et les Quotas Individuels Transférables et mettre en place des Quotas Individuels Administrés non vendables.

3. Valoriser les marchés en développant les circuits courts



UNE AUTRE AGRICULTURE, POUR L'EMPLOI ET L'ÉQUILIBRE DE NOS TERRITOIRES C'EST POSSIBLE

En 10 ans, en Bretagne, le tiers des exploitations et 27% des emplois (agriculteurs et salariés) ont disparu ! Crises à répétition, concentration des exploitations, course aux volumes, dégâts pour l'environnement et la santé (pesticides, qualité des eaux)...

Il y a urgence, en France et en Europe, à réorienter radicalement la politique agricole dans le sens d'une agriculture paysanne, en rupture avec le modèle productiviste et libéral :

- ▶ Maîtrise collective des volumes de productions et soutien à l'emploi agricole.
- ▶ Accès au foncier et partage des droits à produire.
- ▶ Prix garantis et rémunérateurs permettant aux agriculteurs de vivre décemment de leur travail.
- ▶ Soutien clair aux pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, en particulier à l'agriculture biologique.
- ▶ Promotion des circuits courts de distribution et des productions de qualité.
- ▶ Briser les monopoles de l'agro-business et de la grande distribution qui imposent leur loi aux paysans et aux consommateurs.
- ▶ Interdiction des cultures OGM et refus des agro-carburants.

UNE POLITIQUE DE SANTÉ VISANT AU BIEN-ÊTRE DE TOUS C'EST POSSIBLE

- ▶ Politique fondée sur les besoins de la population et non sur la recherche de la rentabilité et du profit.
- ▶ Protection sociale basée sur le rôle entier de la Sécurité Sociale, gérée démocratiquement, prenant en charge à 100 % l'ensemble des soins et dépenses de santé.
- ▶ Ressources de la Sécurité Sociale assises sur les seules cotisations, portant sur l'ensemble des revenus, y compris financiers des entreprises et des banques.
- ▶ Développement du service public hospitalier avec des fonds publics et suppression de la tarification à l'activité.
- ▶ Abrogation de la loi Bachelot et arrêt des restructurations hospitalières.
- ▶ Service sanitaire et médico-social, doté de moyens suffisants, sur l'ensemble du territoire : centres et maisons de santé pour lutter contre la désertification médicale; prise en charge de la perte d'autonomie par la Sécurité Sociale, dans le cadre d'un service public décentralisé ;
- ▶ Suppression des ARS ; gestion des services de santé par les personnels, les usagers et les élus, dans le cadre d'une véritable démocratie sanitaire.